



## Contribution à la consultation – COP de Corse

Madame, Monsieur,

Je vous remercie pour l'ouverture de cette consultation sur l'adaptation de la Corse au changement climatique. À mon sens, il est urgent de mettre en place un véritable « plan Marshall » pour la Corse, articulant à la fois l'avenir de la vie culturelle, la valorisation d'une agriculture adaptée à notre relief et à nos réalités, ainsi que la gestion durable de nos forêts et de nos paysages. Seule une agriculture occupant un espace conséquent du territoire permettra la remise en place d'un cycle de vie vertueux des espèces, ainsi que la sauvegarde et la protection contre les incendies et les effets du réchauffement climatique. À l'image de ce qui a été fait au Brésil par Sebastião Salgado et Lélia Wanick Salgado dans le projet de reforestation de l'Instituto Terra (démarré en 1998), et dont témoigne le film *Le Sel de la Terre*, il est démontré que l'homme peut être acteur positif de son environnement.

### 1. Agriculture et forêts

La Corse dispose d'atouts uniques : la deuxième châtaigneraie de France, une oliveraie exceptionnelle – seule région française à compter des arbres multiséculaires encore productifs –, et un patrimoine agricole ancestral aujourd'hui largement en friche. L'île fut par ailleurs le premier producteur d'huile d'olive de France jusqu'en 1890.

Il convient de relancer une agriculture véritablement productive, en favorisant la pluriactivité adaptée aux territoires, ainsi que la remise en valeur des cultures de coteaux, de moyenne montagne et de terrasses. Les systèmes d'irrigation devront s'appuyer à la fois sur des réseaux gravitaires traditionnels et sur des techniques modernes d'irrigation raisonnée, au goutte-à-goutte, alimentées par des barrages, des micro-barrages et des bâches de retenue.

L'entretien et l'exploitation raisonnée des forêts doivent redevenir une priorité. La forêt de pins Laricciu, notamment, offre un bois de très grande qualité, aux usages multiples : construction, menuiserie, mobilier. Développer une filière bois structurée, intégrant également les forêts de châtaigniers et de chênes-lièges, permettrait à la fois de renforcer l'économie locale, de limiter les importations et de prévenir les risques d'incendie liés à l'abandon des massifs.

### 2. Foncier et système d'aides

Le système actuel d'aides agricoles, fondé essentiellement sur la surface, est inadapté : il fige une situation où 95 % du territoire agricole est en friche tout en restant sous emprise agricole déclarée. Une révision profonde est nécessaire pour réorienter les aides vers les exploitants réellement actifs, les projets innovants et les territoires en reconversion.

La réinstauration de la taxe foncière sur les terrains non bâtis pourrait contribuer à libérer du foncier, aujourd'hui gelé, et encourager un usage productif et responsable.

Dans ce cadre, la création de régies agricoles municipales offrirait des leviers efficaces pour une gestion opérationnelle des terres au plus près du terrain. En appréhendant le territoire par l'accumulation de micro-territoires, les communes pourraient recevoir des subventions conditionnées à la rénovation et à la

remise en valeur des terrains agricoles et forestiers. Une telle démarche permettrait de réduire progressivement les investissements colossaux consacrés à la lutte contre les incendies : on sait qu'une heure de Canadair équivaut à 300 heures de tracteur, et que malgré ces coûts considérables, il est illusoire de penser venir à bout des incendies géants qui menacent notre île.

### 3. Projets structurants et mise en réseau

Une expérience comme celle de la Casa Agricola de Pigna sera utile à suivre dans son développement afin d'envisager une modélisation, le cas échéant. Ce type d'initiative pourrait constituer un pôle territorial d'action, d'étude, de conseil et de synergie.

Il serait pertinent de créer un réseau de telles structures, interconnectées et financées, capables de devenir de véritables interfaces entre les organismes officiels et les acteurs de terrain.

Par ailleurs, une démarche avait été initiée par l'UNESCO en lien avec la Chambre d'agriculture ; il serait souhaitable de clarifier son état d'avancement et d'envisager de la relancer pour nourrir ce plan global.

### 4. Économie, autonomie et habitat durable

L'adaptation de la Corse au changement climatique doit aussi passer par une stratégie économique favorisant l'autonomie alimentaire et la valorisation des savoir-faire traditionnels et innovants.

Il convient de promouvoir une architecture frugale et bioclimatique, utilisant notamment le bois et la terre. Les constructions en terre crue bioclimatiques, qu'il s'agisse d'édifices de grande taille ou d'habitats plus modestes, constituent un enjeu majeur pour l'avenir.

Il faudra également envisager la réouverture ou la dynamisation de certaines carrières : pierre de Brando pour les couvertures, exploitation d'argile pour les tuiles, pierre et chaux dans le nord, pierre de taille dans le sud, bois de pin Laricciu pour les couvertures en montagne. Ces matériaux locaux peuvent être associés (pierre-terre-chaux) pour répondre à la fois aux besoins contemporains et au respect du patrimoine architectural.

La mise en place d'une filière de récupération et valorisation de la posidonie sèche, comme cela a déjà été expérimenté aux Baléares, permettrait de produire un isolant naturel d'excellente qualité. De même, l'exploitation raisonnée des forêts de chêne-liège pourrait développer une filière d'isolants écologiques, simples à mettre en œuvre et à forte valeur ajoutée locale.

Enfin, il faudra envisager de remettre en culture certaines espèces endémiques adaptées, ainsi que d'introduire de nouvelles espèces résilientes au réchauffement, comme le pistachier ou le grenadier, après études et expérimentations.

### 5. Culture et patrimoine

La sauvegarde, la réadaptation et la réutilisation du patrimoine existant doivent être encouragées. Le patrimoine bâti, paysager et immatériel ne doit pas seulement être protégé, mais intégré dans des usages contemporains.

La culture en Corse constitue un prisme majeur de réflexion et d'action : par l'usage et la transmission de la langue corse, par la valorisation des savoirs et connaissances hérités, et par la mobilisation des formes

artistiques et créatives comme leviers de sensibilisation et de résilience.

L'histoire de l'occupation humaine en Corse, depuis l'époque étrusque et romaine, illustre la capacité des sociétés à adapter leurs habitats, leurs systèmes agricoles et leurs implantations urbaines en fonction du relief, des terres arables, des risques d'inondation ou de maladies, ainsi que des besoins défensifs.

Ces expériences passées constituent une source d'inspiration précieuse pour les politiques futures, tant en matière d'urbanisme, d'aménagement, que de développement territorial.

En matière d'infrastructures culturelles, il convient de souligner le manque criant de lieux adaptés et l'absence quasi totale de structures de référence labellisées au niveau national (à l'exception de Voce pour la musique). La danse, le théâtre, les arts plastiques, ou encore les arts numériques ne disposent d'aucun lieu structurant. Or, ces équipements culturels sont indispensables au développement social, scientifique et économique de la Corse.

## 6. Énergie et autonomie insulaire

La stratégie énergétique de la Corse doit être pensée avec l'intelligence de son territoire : une île montagneuse, dotée de vents puissants, d'un ensoleillement exceptionnel et d'un potentiel hydraulique.

- Micro-barrages polyvalents : ils permettront à la fois la création d'énergie hydroélectrique et la constitution de réserves d'eau stratégiques.
- Solaire : systématiser l'installation de panneaux sur les zones industrielles et artisanales ; interdire leur pose sur les toits des villages pour préserver le patrimoine ; développer des mini-champs solaires (300 à 400 m<sup>2</sup>) intégrés aux territoires et des champs plus vastes dans les zones les moins habitées.
- Énergie et eau : généraliser les STEP et les systèmes de récupération.
- Éolien : installer un nombre limité mais stratégique d'éoliennes, par exemple dans le désert des Agriates.
- Énergie marine : expérimenter des centrales houlomotrices utilisant la force des vagues, via des entonnoirs et conduites forcées.
- Hydrogène : développer une filière insulaire avec des projets pilotes comme BalanHYna, combinant solaire flottant, distribution ferroviaire et rétrofit de véhicules. Ce projet pourrait être un modèle de décarbonation, d'autonomie énergétique et de retombées locales durables.

## 7. Gouvernance et suivi

Au regard de la situation climatique particulièrement préoccupante, il est essentiel que toute stratégie d'adaptation s'accompagne d'un calendrier rétroactif des actions.

Chaque action devra être assortie de buts clairement définis, chiffrés lorsque cela est possible, et évalués régulièrement. Ce suivi, rendu public sous forme de bilans annuels, permettra d'ajuster les politiques et d'éviter que les ambitions affichées restent sans mise en œuvre effective.

Jérôme Casalonga